



Pour publication immédiate : 17/07/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ET LA PROCUREURE GÉNÉRALE UNDERWOOD  
INTENTENT UNE ACTION EN JUSTICE À L'ENCONTRE DU GOUVERNEMENT  
FÉDÉRAL AU MOTIF QUE LA LOI FISCALE QUI CIBLE NEW YORK EST  
INCONSTITUTIONNELLE**

***La Loi fiscale fédérale coûtera aux New-Yorkais 14,3 milliards de dollars rien  
qu'en 2018***

***La plainte cite des preuves montrant que la loi fiscale fédérale cible et nuira à  
New York et à des États similaires de manière disproportionnée, tout en  
interférant avec les droits de l'État à prendre ses propres décisions  
en matière fiscale***

***New York est rejoint par le Connecticut, le Maryland et le New Jersey dans  
l'action en justice engagée aujourd'hui dans le district sud de New York***

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo et la Procureure générale Barbara D. Underwood ont aujourd'hui engagé une [action en justice](#) pour protéger New York et ses contribuables contre la réduction drastique de la déduction des impôts locaux et d'État (State and Local Tax, SALT) par Washington. L'action en justice soutient que le nouveau plafonnement des SALT a été adopté pour cibler New York et des États dans des situations similaires, qu'il interfère avec les droits de l'État à prendre ses propres décisions en matière fiscale et qu'il nuit de manière disproportionnée aux contribuables de ces États.

La loi fiscale fédérale de 2017, adoptée à la suite d'une procédure bâclée et ultra-partisane, a réduit de manière drastique la déduction en la plafonnant à 10 000 dollars. Une analyse réalisée par le Département des impôts et des finances de l'État de New York (New York State Department of Taxation and Finance) montre que le plafonnement accroîtra les impôts fédéraux des New-Yorkais de 14,3 milliards de dollars rien qu'en 2018 et de 121 milliards de dollars supplémentaires entre 2019 et 2025. Comme argué dans la plainte, la loi va à l'encontre de plusieurs siècles de précédents qui établissent les limites constitutionnelles à la possibilité pour le gouvernement fédéral d'utiliser son pouvoir fiscal pour interférer avec l'autorité souveraine des États.

Tout au long de l'histoire des États-Unis, chaque loi fédérale relative aux impôts sur le revenu protégeait les intérêts souverains des États, en offrant une déduction pour la totalité ou une part significative des impôts locaux et d'État. Cet historique ininterrompu démontre que le plafonnement inédit de la déduction des SALT est inconstitutionnel, comme le rappelle l'action en justice. Cette nouvelle réduction drastique de la déduction des SALT a à la fois pour objectif et pour effet de nuire à New York, à d'autres États dans des situations similaires et à leurs résidents. Le nouveau plafonnement entraînera, entre autres, une baisse des prix de l'immobilier, des dépenses et des ventes commerciales, et aura pour conséquence un ralentissement de la croissance économique à New York et une baisse des emplois. L'action en justice engagée aujourd'hui auprès du Tribunal fédéral de district des États-Unis du district sud de New York (U.S. District Court for the Southern District of New York) a été menée par la Procureure générale Underwood et rejointe par les Procureurs généraux du Connecticut, du Maryland et du New Jersey.

« Le gouvernement fédéral est déterminé à se servir de New York comme d'une tirelire compenser les réductions d'impôts sur les entreprises, et je ne suis pas d'accord », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Aujourd'hui, je suis fier d'annoncer que New York est le premier État du pays à engager une action en justice à l'encontre du plan fiscal de Trump qui profite au un pour cent les plus riches, au détriment des familles de la classe moyenne. Nous allons riposter à chaque instant face à l'attaque partisane du Président Trump et du gouvernement fédéral pour protéger le peuple de New York. »

« New York ne se laissera pas intimider. Ce plafonnement est inconstitutionnel, en ce qu'il va bien au-delà des limites fixées au pouvoir fédéral pour imposer un impôt sur le revenu, tout en ciblant délibérément New York et des États similaires, dans l'espoir de nous contraindre à changer nos politiques fiscales et les programmes vitaux qu'ils soutiennent », **a déclaré la Procureure générale Underwood.** « Nous ne laisserons pas les partisans de Washington nuire à notre population ou interférer avec nos politiques. Nous attaquons en justice cette offensive inconstitutionnelle sur New York et les droits fondamentaux de notre État car nous refusons de rester les bras croisés et de laisser Washington vider les poches des New-Yorkais. »

Voici quelques-unes des preuves invoquées dans la plainte :

- Les décideurs politiques ont évoqué ouvertement le fait de contraindre des États comme New York à changer leurs choix politiques.
- Le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin a déclaré que le changement était destiné à « envoyer un message » aux États pour les inciter à modifier leurs politiques d'imposition et de fiscalité.
- Stephen Moore, qui était conseiller en matière de politique fiscale pendant la campagne de Trump, l'a dit encore plus brutalement, appelant les changements relatifs aux SALT « la mort des démocrates ».
- La nouvelle disposition permettra de récolter des milliards de dollars d'impôts fédéraux de la part des New-Yorkais et d'autres résidents d'États dans une situation similaire, dont 14,3 milliards de dollars rien que de la part de New York en 2018.
- En faisant baisser la valeur de l'immobilier, la nouvelle disposition nuira aux contribuables de New York et d'autres États, tout en réduisant

également les recettes fiscales de l'État, forçant ainsi les États à choisir entre des taux d'imposition plus élevés et une réduction des investissements dans l'éducation, les services publics et d'autres programmes vitaux.

- Le nouveau plafonnement sur les déductions des SALT viole également le principe constitutionnel de l'égalité de la souveraineté des États, en ciblant une poignée d'États pour les traiter de manière hostile en raison de leurs choix politiques souverains.

L'action en justice met également l'accent sur l'histoire de l'adoption du Seizième amendement, qui confirme que le pouvoir fiscal du gouvernement fédéral a des limites et qu'il ne peut être utilisé pour empiéter sur l'autorité souveraine des États à déterminer leurs propres politiques de fiscalité et d'imposition.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)